

# "Une telle attaque reste un exploit"

Vincent Braun

Mis en ligne le 18/01/2013

## **Le Sud algérien est sous surveillance permanente mais un groupe peut passer entre les mailles du filet.**

sécurité

Comment une vingtaine d'assailants, même très motivés, ont-ils pu prendre le contrôle de la base de vie d'un site gazier aussi important que celui de Tiguentourine, près d'In Amenas ? Sa situation géographique l'explique en partie, isolé en plein désert du Sud-Est algérien, à une trentaine de kilomètres de la frontière avec la Libye. Ce sud du pays, c'est "l'Algérie utile", comme on la nomme, celle qui rapporte de l'argent, fournissant à l'Etat une confortable rente.

Cette immense zone est donc sous surveillance militaire et sécuritaire permanente, via des moyens terrestres et aériens. Une surveillance diffuse tant la zone est vaste, mais concentrée aux abords des installations stratégiques comme les usines pétrolières ou gazières. L'armée assure une présence, y compris grâce à des "micro-bases", soit quelques dizaines de soldats tout au plus postés non loin des sites sensibles afin de décourager toute attaque.

"Il est pratiquement impossible pour un groupe terroriste de se mouvoir" dans cette partie du pays, nous affirme **Claude Moniquet, directeur de l'European Strategic Intelligence and Security Center**, société de renseignement et de conseil stratégique basée à Bruxelles. "Mais, c'est le désert. Et si un groupe a la capacité de se déplacer rapidement, en parcourant 1 000 kilomètres en 24 heures, il peut passer entre les mailles du filet." Pour cet analyste, ancien du service de renseignement extérieur français (DGSE), "cela reste un exploit pour des terroristes de réussir une telle action".

D'après lui, la sécurité des installations à proprement parler est assurée par des policiers et des agents de service de sécurité, généralement algériens. Les sociétés de sécurité privées étrangères, si elles n'ont pas pignon sur rue dans le pays - "l'Algérie est très jalouse de ses prérogatives sécuritaires" -, ne sont toutefois pas absentes. Leur présence s'y fait discrète. "Généralement, elles envoient l'un ou l'autre agent chargé de faire un audit (d'une entreprise, d'une installation industrielle). Ceux-ci déterminent alors les mesures de sécurité à prendre et établissent le cahier des charges qui sera traité par l'entreprise, une société de sécurité (locale) et les autorités algériennes", explique M. Moniquet. "Ils participent parfois à la sélection du personnel, voire à sa formation, mais le dernier mot ira toujours aux Algériens".

---

Cet article provient de <http://www.lalibre.be>

